



Candidature soutenue par le SNESUP-FSU et le SNCS-FSU
Engagé·es au quotidien pour la recherche publique

Conseil scientifique d'institut INS2I du CNRS Collège A2

Rachid OUTBIB, LIS UMR 7020, Université d'Aix-Marseille

Chères et chers collègues,

Le Conseil scientifique d'institut (CSI) est une instance essentielle dans la vie de notre institut INS2I en termes de perspectives et de dialogue avec la direction. Je compte m'y investir pour défendre une vision collective de la recherche fondée sur l'écoute de tous les chercheurs, sur la diversité des thèmes de notre institut et sur la complémentarité des statuts des personnels au sein des unités de recherche.

Ma candidature est soutenue par le SNESUP-FSU et le SNCS-FSU, deux organisations syndicales représentatives de l'ensemble des personnels. En cette période où des politiques de mise en concurrence poussées par la LRU et la LPR se mettent en place, où des inquiétudes légitimes apparaissent concernant le rôle futur du CNRS et le statut de ses personnels, il m'est apparu crucial de m'engager avec un esprit collectif et indépendamment de toute logique purement catégorielle ou thématique, pour l'ensemble des personnels qui font, au quotidien, la qualité de notre système de recherche public.

Les candidat·es SNESUP-FSU et SNCS-FSU s'engagent POUR :

UN RÔLE RENFORCÉ DES CSI

- Renforcer le rôle des CSI comme instances constituées d'élus·es et replacer les CSI au centre de l'élaboration de la prospective scientifique des instituts du CNRS ;

L'EMPLOI SCIENTIFIQUE

- Demander un **plan pluriannuel de création d'emplois de titulaires chercheuses et chercheurs, ingénieures et ingénieurs, techniciennes et techniciens**, avec le recrutement des jeunes scientifiques au plus près de la fin de la thèse et la résorption de tous les emplois précaires ;

DES DOTATIONS AUX LABORATOIRES

- Demander une nouvelle programmation budgétaire pour **atteindre dès 2025 l'objectif de 1% du produit intérieur brut** pour la recherche publique ;
- Revendiquer le **financement par dotations annuelles des programmes de recherche des laboratoires** permettant l'amélioration des conditions de travail et assurant la liberté de recherche ;

DES REMUNERATIONS ET CARRIERES

- Exiger des rémunérations et des déroulements de carrières pour les chercheuses et chercheurs **au niveau de ceux des corps comparables de la fonction publique** (administrateurs civils...) dès 2027 ;
- Lutter pour un régime indemnitaire RIPEC le moins individuel et le moins variable possible ;

L'EGALITE ENTRE FEMMES ET HOMMES

- **Lutter contre les biais de genre** sur la rémunération et le déroulé de carrière et proposer des actions associées ;
- Faire des propositions concrètes pour **lutter contre les violences sexistes et sexuelles (VSS)** dans l'ESR ;

LA TRANSITION SOCIO-ECOLOGIQUE

- Promouvoir la réflexion collective pour améliorer les pratiques de recherche et contribuer à cette transition ;
- **Soutenir la recherche et les actions des scientifiques** sur cette transition en luttant contre l'emballage climatique, l'érosion de la biodiversité... pour garantir un futur viable.

Le SNESUP-FSU et le SNCS-FSU soutiennent
aussi dans le collège A2 du CSI INS2I :

**Votez et faites voter pour
les candidates et candidats
SNESUP-FSU et SNCS-FSU !**

Pascal POIZAT, LIP6

POUR UN RÔLE RENFORCÉ DES CONSEILS SCIENTIFIQUES D'INSTITUT DU CNRS

Le SNESUP-FSU et le SNCS-FSU défendent et promeuvent un paysage de la recherche en France où le Comité national de la recherche scientifique, composé de pairs majoritairement élus et représentant l'ensemble de la communauté scientifique, constitue le véritable *Parlement de la recherche*. Les Conseils scientifiques d'institut (CSI) et le Conseil scientifique (CS) du CNRS doivent être ainsi les acteurs majeurs dans l'élaboration de la prospective scientifique. Cette prospective scientifique élaborée par les CSI et le CS du CNRS doit jouer pleinement son rôle de proposition pour la politique scientifique nationale et les programmes nationaux de recherche conduits par établissements de la recherche publique.

Pour la recherche publique

Le SNESUP-FSU et le SNCS-FSU portent une vision globale sur l'organisation de la recherche en France. **Une vision où la liberté de recherche est garantie** et où les opérateurs publics de recherche, avec des périmètres et des rôles distincts, travaillent harmonieusement au développement de connaissances nouvelles pour le bien commun. Les organismes de recherche contribuent à repousser toujours plus l'ensemble du front continu des connaissances avec leurs chercheuses et chercheurs, ingénieures et ingénieurs, techniciennes et techniciens, et avec les enseignant-es-chercheur-es de leurs unités mixtes de recherche (UMR) : elles et ils doivent pouvoir mener leur recherche en toute liberté avec un financement par dotations de base et une évaluation à l'échelle nationale par des pairs majoritairement élus. Cette science est riche de sa liberté académique, de ses coopérations internationales et des programmes nationaux répondant aux enjeux scientifiques les plus actuels. Les universités assurent une articulation féconde entre le développement des connaissances et leur transmission par l'enseignement. Les universités et les organismes coopèrent sur le terrain de la science au sein des UMR, qui doivent être des espaces propices au travail scientifique non entravé par d'abusives complications administratives. Les opérateurs de recherche coopèrent avec l'ensemble de la société, les entreprises, les acteurs sociaux et politiques, pour que le bien commun que sont les connaissances scientifiques contribuent aux progrès sociaux et écologiques.

Cette vision implique de **repenser radicalement les politiques menées ces dernières années** en partant d'éléments à la base de la liberté de recherche et d'un bon déroulement des activités scientifiques : le financement dans la durée, la confiance, l'évaluation par les pairs et organisée par les pairs, la coopération et l'échange.

Nos récentes actions

La défense des organismes de recherche et des UMR.

Le SNESUP-FSU et le SNCS-FSU ont combattu les propositions de la Cour des comptes, de la CPU et du président de la République de transformer les organismes de recherche en agences de moyens. Ils ont obtenu la sanctuarisation du statut des personnels et des UMR comme briques de base et modèle de synergie dans la recherche. Ils continueront à lutter pour le renforcement des universités et des organismes de recherche comme opérateurs de recherche de plein exercice des unités mixtes de recherche. Ils s'opposeront à la volonté de l'actuelle ministre, à travers la mission confiée à Philippe Gillet, de transformer les organismes de recherche en agence de programmes et de confier la gestion des UMR aux universités en fusionnant les services gestion des organismes à ceux des universités.

Le renforcement des acquis du Comité national. Le SNCS-FSU publie sur son site web les listes de candidats admissibles par ordre de mérite aux concours chercheuses et chercheurs au CNRS depuis que le CNRS a décidé de les afficher par ordre alphabétique.

La défense de l'évaluation des laboratoires en s'opposant au HCERES. Le SNCS-FSU et le SNESUP-FSU ont rendu publique la volonté du HCERES de mettre fin à la visite sur site des laboratoires lors de leur évaluation et ont obtenu le rétablissement de cette visite sur site quand les laboratoires et leurs tutelles le demandent.

La lutte contre les dispositions de la LPR. Le SNESUP-FSU et le SNCS-FSU se sont opposés tout au long de l'année 2020 au projet de LPR qui déstabilise encore davantage la recherche publique. Ils continueront à organiser les luttes pour bloquer la mise en œuvre des mesures délétères de la LPR, notamment les chaires de professeur junior qui aggravent la précarité des personnels et désorganisent les laboratoires.